

# Repères & Analyses

## Études



Observée à l'aide des offres collectées par Pôle emploi, la crise des recrutements est patente en 2009. Les différents types de contrats proposés sont en net repli, mais les CDI sont plus particulièrement touchés. Ce sont en revanche ces contrats qui bénéficient le plus nettement de l'effet de rattrapage enregistré en 2010. Ce rebond est par ailleurs très différencié selon les secteurs d'activité, qui avaient été très inégalement touchés en 2009.

Sur deux ans, les effets de la crise se révèlent durables dans les industries non alimentaires, la construction, l'intérim et les transports. Dans d'autres secteurs de l'économie marchande, ses conséquences ont pu être compensées (restauration, commerce automobile, activités immobilières) ou limitées (commerce de détail alimentaire, centres d'appel, assurances). Pour leur part, les services personnels, l'action sociale et, à un degré moindre, l'administration publique, l'éducation, et la santé ont échappé à ces conséquences. Plus globalement, la plupart des secteurs épargnés sont ceux qui dépendent soit de financements publics, soit d'une consommation des ménages qui a moins fléchi qu'on aurait pu le craindre.

## Le marché des recrutements : vers une reprise ?

### L'évolution des offres d'emploi recueillies par Pôle emploi de 2008 à 2010

L'année 2009 avait été marquée sur le marché du travail par une intensification des effets de la crise économique, dont, au-delà de quelques signes avant-coureurs plus précoces, les conséquences s'étaient massivement fait sentir dès l'automne 2008, avec un net repli des embauches, et une forte augmentation du nombre des demandeurs d'emploi. En 2010, divers signes d'amélioration ont été perceptibles : si leur ampleur n'atteste pas une véritable reprise, ils n'en témoignent pas moins d'une redynamisation du marché des recrutements.

Mais sans préjudice de ces évolutions d'ensemble, la crise a pesé de manière très inégale sur les différents segments de ce marché que constituent les secteurs d'activité. Alors que certains ont été peu touchés par le mouvement de repli initial – voire ne l'ont pas été –, d'autres ont connu en 2010 un rebond significatif, quand d'autres encore apparaissent plus durablement affectés.

L'examen de la nature et du volume des offres d'emploi recueillies par Pôle emploi

de 2008 à 2010 fait clairement ressortir de telles disparités. Certes, avec 3 191 000 offres enregistrées en 2010, Pôle emploi ne collecte qu'une partie<sup>(1)</sup> de celles qui sont émises sur l'ensemble du marché du travail. En outre, fin 2008 – début 2009, l'afflux des inscriptions de demandeurs d'emploi ne pouvait permettre de maintenir à son niveau habituel l'activité de prospection conduite par les conseillers auprès des entreprises.

Il n'en reste pas moins que, même si l'amplitude des variations du recueil d'offres ne reflète pas nécessairement celle des mouvements qui ont affecté le marché du travail dans son ensemble, les contrastes entre les évolutions observées sont riches d'enseignements. Les facteurs autres que ceux qui sont en lien direct avec la conjoncture économique n'étaient pas de nature à modifier sensiblement par eux-mêmes la structure des offres recueillies par Pôle emploi, surtout à l'échelon national.

(1) De l'ordre de 35 à 40 % dans les secteurs marchands non agricoles, hors intérim et hors contrats de très courte durée.

## En 2010, un rebond plus marqué pour les CDI

En 2009, le volume des offres collectées par Pôle emploi avait chuté de 18 %, soit de près d'une offre sur cinq. En 2010, il est de 11 % supérieur à ce qu'il avait été en 2009 (cf. tableau 1).

Ce rebond compense d'autant moins le repli initial qu'il s'exerce sur des volumes alors moindres. Mais il n'en est pas moins sensible, même si la diminution sur deux ans du volume des offres enregistrées reste au total de 9 %.

Les évolutions observées sont cependant très différentes selon le type de contrat proposé. Les CDI, qui représentent 32 % des offres en 2010, avaient diminué beaucoup plus fortement que la moyenne en 2009 (-25 % contre -18 %). En 2010, ils repartent plus nettement à la hausse (+14 % contre +11 %), signe sans doute d'un meilleur optimisme des employeurs, qui acceptent alors plus souvent de prendre des engagements sans limitation de durée. Sur deux ans, le déficit demeure cependant de 15 %.

Dans le cas des emplois à durée limitée<sup>(2)</sup> d'au moins un mois, ce déficit est faible (-5 %), sachant que le repli de 2009 était en deçà de la moyenne (-14 % contre -18 %). Pour leur part, les contrats de moins d'un mois, qui ne représentent que 15 % des offres, connaissent en 2010 un rebond très modéré (+6 %), qui ne compense guère une diminution proche de la moyenne en 2009: leur chute s'amplifie dans les *Activités récréatives, culturelles et sportives*, où ils sont nombreux.

Les évolutions relatives aux différents types de contrats ne sont pas concomitantes (cf. graphique 1). La baisse du nombre des CDI a été plus nette que celle de l'ensemble fin 2008 et début 2009, et elle s'est poursuivie jusqu'au deuxième trimestre 2009. À la mi-2010, leur rebond est en revanche particulièrement net. Quant aux contrats de moins d'un mois, leurs variations sont plus erratiques: près des trois quarts d'entre eux proviennent de quatre secteurs d'activité – le *travail intérimaire*, *l'agriculture*, *les services aux entreprises* (en particulier centres d'appel et publicité) et *les activités récréatives, culturelles et sportives*, dont les variations temporelles peuvent se neutraliser ou se conjuguer. En fin de période, l'effet de rattrapage tend à décélérer.

Ces premiers constats font donc apparaître des disparités entre les différents types de

(2) Qui comprennent les missions d'intérim, lesquelles sont aussi incluses dans les contrats de moins d'un mois.

Tableau 1

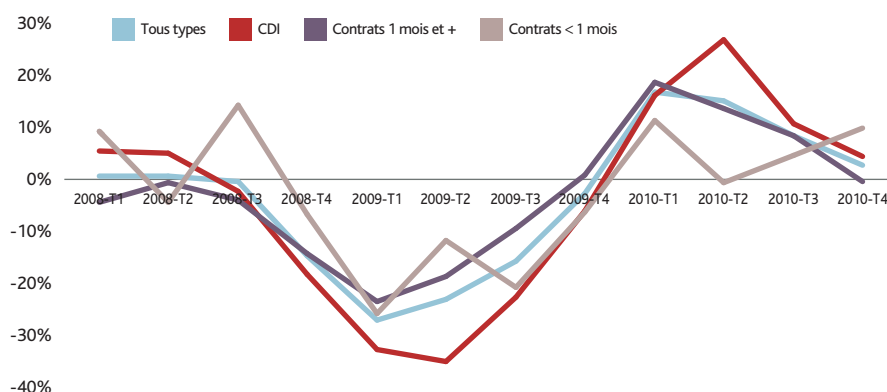
### Structure et évolution des offres d'emploi recueillies par Pôle emploi

	VOLUMES 2010	STRUCTURE 2010	ÉVOLUTIONS		
			2009/2008	2010/2009	2010/2008
CDI	1 013 326	32 %	-25 %	14 %	-15 %
Contrats d'un mois et plus	1 704 473	53 %	-14 %	10 %	-5 %
dont: contrats de plus de 6 mois	344 037	11 %	-5 %	0 %	-5 %
contrats d'un à 6 mois	1 360 436	43 %	-16 %	13 %	-5 %
Contrats de moins d'un mois	473 015	15 %	-17 %	6 %	-12 %
<b>Total</b>	<b>3 190 814</b>	<b>100 %</b>	<b>-18 %</b>	<b>11 %</b>	<b>-9 %</b>

Source: Pôle emploi - STMT - France métropolitaine

Graphique 1

### Taux d'évolution sur un an des offres d'emploi recueillies par Pôle emploi



Source: Pôle emploi - STMT - France métropolitaine

Lecture: au premier trimestre 2008, le volume des CDI est supérieur de 5 % à ce qu'il était au premier trimestre 2007.

contrats proposés. Mais c'est surtout en termes de secteurs d'activité que les contrastes observés sont les plus nets.

### Des secteurs durablement touchés par la crise

Avec une baisse de 33 % du recueil d'offres en 2009, l'**industrie** a constitué le grand secteur le plus touché par la crise des recrutements, d'autant que le repli des CDI y atteint alors -40 % (contre -25 % en moyenne). En 2010, malgré un important effet de rattrapage, le volume des offres collectées reste de 19 % inférieur à ce qu'il était en 2008 (-25 % pour les CDI). Ces évolutions sont particulièrement accidentées dans les *industries non alimentaires* où, après une chute de 42 % en 2009, les offres progressent d'un tiers en 2010 (cf. tableau 2). Le déficit de 22 % sur deux ans (-30 % pour les CDI) apparaît comme le plus important, si l'on fait abstraction de deux autres secteurs où les volumes en jeu sont minimes. La métallurgie ainsi que la fabrication de machines et d'équipements ont joué à cet égard un rôle prépondérant. Pour les *industries*

*alimentaires*, l'impact de la crise a été nettement plus modéré en 2009. Il a été tempéré par un repli nettement inférieur à la moyenne (-10 %) des offres déposées par les charcutiers, boulangers et pâtisseries, qui représentent 44 % de celles du secteur en 2010, et dont près de la moitié (47 %) sont des CDI. Avec une baisse de 23 % des offres en 2009 et une augmentation de 5 % seulement en 2010, les industries alimentaires hors artisans maintiennent le solde sur deux ans à un niveau relativement bas (-12 %).

Dans la **construction**, la diminution du volume des offres recueillies en 2009 (-19 %) est globalement comparable à celle que l'on observe dans d'autres grands secteurs (*commerce, hôtellerie-restauration, services aux entreprises*), mais son augmentation en 2010 se situe à un niveau modeste (+7 %), laissant subsister sur deux ans un déficit important (-14 %). Celui-ci est d'autant plus significatif que la conjoncture de l'immobilier s'était détériorée avant l'automne 2008. Surtout, un net contraste oppose les deux sous-secteurs. C'est en effet le *gros œuvre* qui est plus particulièrement touché, avec sur deux ans la disparition de près d'une offre sur cinq (-18 %), et de près

d'un CDI sur trois (-32 %). Dans le *second œuvre du bâtiment*, les mouvements sont d'une amplitude moindre et plus proches de la moyenne générale, sans doute en raison du maintien d'une demande en provenance des ménages.

L'incidence de la crise dans l'industrie, ainsi que la mauvaise conjoncture du gros œuvre du bâtiment, rendent compte dans une large mesure de la forte chute des offres observée en 2009 dans l'*intérim* (-32 %), dont le repli général est attesté par d'autres sources. Elles contribuent en outre fortement au faible niveau du solde sur deux ans (-18 %) qui caractérise ce secteur d'activité.

L'*agriculture* forme elle aussi un domaine spécifique, dans la mesure où les contrats proposés sont très généralement de courte durée: les CDI ne représentant que 6 % des offres en 2010. Les contrats courts concernent essentiellement des saisonniers agricoles. L'activité agricole est par nature assez contrainte dans le temps (cueillettes, récoltes, vendanges). D'où sans doute le caractère très modéré de la baisse du recueil d'offres dans ce secteur en 2009 (-9 %). Contrairement à ce qui prévaut dans la grande majorité des autres secteurs,

on n'observe pas en 2010 un effet de rattrapage, mais une légère érosion supplémentaire (-2 %).

Dans les *services domestiques*, la baisse des offres, modérée en 2009 (-12 %), s'amplifie en 2010 (-16 %), portant à plus d'un quart le déficit sur deux ans. Mais ces offres, parmi lesquelles les CDI sont fréquents (64 % en 2010) sont très peu nombreuses. Ne pesant que 0,4 % de celles qui ont été recueillies par Pôle emploi au cours de la dernière année, elles ne représentent qu'une part minime de ce segment du marché.

Les *transports* constituent un autre grand secteur où les effets de la crise sont durables. La nette progression du recueil d'offres en 2010 (+23 %) est loin de compenser la forte chute enregistrée en 2009 (-30 %), et l'importance du déficit sur deux ans (-14 %) est particulièrement sensible pour les CDI (-28 %). Globalement, la baisse est plus accentuée dans les *services auxiliaires* que dans les *activités de transports*, dans la mesure où les offres continuent de diminuer en 2010 dans les agences de voyage (-3 %) alors qu'elles rebondissent nettement dans la logistique.

### Des secteurs avec un net effet de rattrapage en 2010

Le *commerce* (12 % du total des offres en 2010) constitue un secteur dont les évolutions sont assez proches de la moyenne, et où la part des CDI est importante (51 % en 2010). Sous l'impulsion de la « prime à la casse », le sous-secteur du *commerce* et de la *réparation automobiles* présente sur deux ans un solde positif (+ 5 %) après avoir baissé de 17 % en 2009. Pour le *commerce de gros* et les *intermédiaires du commerce*, la forte baisse en 2009 (-21 %), suivie d'un rebond en 2010 (+17 %), conduit sur deux ans à un solde est modérément négatif (-7 %). C'est dans le *commerce de détail* (où la part des CDI est moindre) que l'effet de rattrapage en 2010 est le plus modeste (+9 %) : les hypermarchés et grands magasins (-18 % sur deux ans), ainsi que les supermarchés et supérettes (-14 %) restent très en deçà de leur niveau initial, alors que la crise a peu touché le commerce de détail alimentaire (- 5 % en 2009; + 7 % en 2010; + 2 % sur deux ans).

Avec un poids voisin (10 % du total des offres), mais seulement 36 % de CDI,

Tableau 2

#### Évolution du nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi

SECTEURS PEU OU PAS AFFECTÉS PAR LA CRISE	ÉVOLUTION 2009/2008	ÉVOLUTION 2010/2009	ÉVOLUTION 2010/2008	VOLUME DES OFFRES D'EMPLOI DÉPOSÉES EN 2010
Services personnels	5 %	21 %	27 %	71 781
Action sociale	1 %	8 %	10 %	195 817
Santé	2 %	1 %	4 %	114 423
Éducation	-3 %	4 %	1 %	161 983
Administration publique	10 %	-9 %	0 %	129 756
Activités associatives et extra-territoriales	-5 %	5 %	-1 %	87 747
SECTEURS QUI REBONDISSENT	ÉVOLUTION 2009/2008	ÉVOLUTION 2010/2009	ÉVOLUTION 2010/2008	VOLUME DES OFFRES D'EMPLOI DÉPOSÉES EN 2010
Commerce et réparation automobile	-17 %	26 %	5 %	39 042
Activités immobilières	-16 %	21 %	2 %	32 267
Activités juridiques, comptables et de conseil de gestion	-17 %	17 %	-4 %	113 000
Restauration	-19 %	16 %	-6 %	214 159
Autres services aux entreprises (hors intérim)	-19 %	15 %	-7 %	213 449
Commerce de gros et intermédiaires du commerce	-21 %	17 %	-7 %	100 067
SECTEURS DURABLEMENT AFFECTÉS	ÉVOLUTION 2009/2008	ÉVOLUTION 2010/2009	ÉVOLUTION 2010/2008	VOLUME DES OFFRES D'EMPLOI DÉPOSÉES EN 2010
Second œuvre du bâtiment	-15 %	6 %	-10 %	78 604
Nettoyage, gardiennage et sécurité	-20 %	10 %	-12 %	102 776
Hôtellerie et hébergement de courte durée	-21 %	12 %	-12 %	99 965
Industries alimentaires	-18 %	7 %	-12 %	69 920
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	-20 %	9 %	-13 %	230 106
Activités de transport	-28 %	21 %	-13 %	52 256
Activités financières	-25 %	14 %	-15 %	41 940
Activités informatiques	-33 %	24 %	-17 %	37 071
Gros œuvre du bâtiment	-24 %	8 %	-18 %	56 028
Activités récréatives, culturelles et sportives	-13 %	-7 %	-19 %	107 380
Industries non alimentaires	-42 %	33 %	-22 %	120 554
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>-18 %</b>	<b>11 %</b>	<b>-9 %</b>	<b>3 190 814</b>

Source: Pôle emploi - STMT - France métropolitaine

**l'hôtellerie-restauration** fait apparaître une diminution sur deux ans de 8 %, à laquelle contribue plus fortement celle des contrats de moins d'un mois (-33 %), qui sont ici plus nombreux. Mais ce mouvement global agrège en réalité deux situations distinctes. Pour *l'hôtellerie*, le déficit sur deux ans (-13 %) est proche de la moyenne : les moyens d'hébergement autres que les hôtels, qui totalisent un tiers des offres du sous-secteur, ont peu rebondi en 2010 (+ 6 %) alors que leur baisse avait été comparable à celle des hôtels en 2009. Il est vrai qu'il s'agit dans leur cas très rarement de CDI (9 %, contre 26 % pour les hôtels). En revanche, le niveau atteint en 2010 dans la *restauration* se rapproche plus vite de ce qu'il était en 2008 (-6 %). Cela vaut plus encore en ce qui concerne les CDI (- 3 %), pourtant nettement plus nombreux que dans l'hôtellerie. La restauration de type rapide, où ce type de contrat est fréquemment proposé (dans 67 % des cas en 2010), connaît même une légère progression sur deux ans (+ 3 %), qui vaut aussi pour les CDI.

Les **services aux entreprises** (hors intérim) connaissent eux aussi de fortes disparités, que ne doit pas masquer une évolution d'ensemble (- 8 % sur deux ans) proche de la moyenne, y compris en ce qui concerne les CDI. Les *activités informatiques* (où les CDI comptent pour 72 % des contrats proposés) ne compensent que très partiellement une chute initiale importante (-33 %) en dépit d'une réelle progression en 2010 (+ 24 %). On observe en revanche un net rétablissement dans les *activités juridiques, comptables et de conseil de gestion*, avec des mouvements voisins dans les activités d'administration et de conseil où les CDI sont nombreux (57 % en 2010), et dans les études de marché et sondages où ils sont très rares (8 %). *Le nettoyage, le gardiennage et la sécurité* présentent des évolutions assez homogènes, sachant que les CDI sont beaucoup plus fréquents dans le gardiennage et la sécurité que dans le nettoyage (58 % contre 35 % en 2010). La hausse du recueil d'offres dans les centres d'appel (+24 % en 2010) est d'autant plus remarquable qu'ils avaient peu souffert en 2009 (-5 %). Elle contribue à contenir le déficit sur deux ans (- 7 %) dans les *autres services aux entreprises*, où celui-ci reste important pour certains sous-secteurs comme les cabinets d'architecture et d'ingénierie (-23 %).

L'évolution observée sur deux ans dans les **services marchands divers** (-6 % contre -9 % pour l'ensemble des secteurs) résulte elle aussi de situations très contrastées. Trois secteurs y connaissent au total une baisse sensible. En premier lieu, celle-ci est particulièrement nette dans les *activités*

*récréatives, culturelles et sportives* (-19 % sur deux ans), où elle porte sur des volumes importants. Toutefois, cette dernière diminution résulte pour l'essentiel de celle qui touche les spectacles, sous-secteur où les offres sont nombreuses (environ 72 000 en 2010) et où les CDI forment une exception (5 % contre 71 % de contrats de moins d'un mois). Les offres en provenance du sous-secteur des sports, où les CDI sont plus fréquents (20 %), ont pour leur part progressé en 2009 (+22 %) et en 2010 (+ 9 %, soit + 33 % sur deux ans), bien que les CDI n'aient pas bénéficié de cette progression (- 3 % sur deux ans). Dans les autres activités culturelles et récréatives, le solde est de - 8 % avec des évolutions proches de la moyenne.

La baisse sur deux ans du recueil d'offres dans les *activités financières* (-15 %) est essentiellement due à l'intermédiation financière et aux auxiliaires financiers (-24 %), fortement touchés par la crise : la chute considérable enregistrée en 2009 (- 36 %) n'est que partiellement compensée par un rebond pourtant significatif en 2010 (+ 19 %). Ces mouvements sont du même ordre pour les CDI, qui représentent 60 % des offres du sous-secteur. Avec un volume total et une proportion de CDI comparables, les assurances et auxiliaires d'assurance n'ont en revanche connu qu'un repli modéré en 2009 (- 12 %), le rattrapage en 2010 (+ 9 %) laissant subsister un solde sur deux ans faiblement négatif (- 4 %). Concernant la *location sans opérateur*, où les effectifs sont faibles, des évolutions elles aussi accidentées conduisent à un net déficit sur deux ans (-12 %).

#### Des secteurs peu ou pas affectés par la crise

À l'opposé, les *services personnels* sont pour leur part en progression constante (+5 % en 2009; + 21 % en 2010), y compris pour les CDI (+ 35 % sur deux ans) qui représentent 61 % des contrats proposés.

Les recrutements dans la coiffure et les soins de beauté, et plus encore dans les autres services personnels, n'ont pas subi les effets de la crise. Ceux-ci ont en revanche été perceptibles en 2009 dans les *activités immobilières*, où les CDI sont fréquents (68 % en 2010), mais le fort rebond de 2010 (+ 21 %) conduit à un solde sur deux ans légèrement positif (+ 2 %).

Avec plus d'une offre sur cinq collectée sur la période (22 %), les **services collectifs** forment le secteur le plus volumineux. C'est aussi celui où sont conclus les contrats aidés de la politique de l'emploi destinés aux secteurs non marchands. Cette particularité contribue à rendre compte de la relative

stabilité de ce groupe, où le recueil d'offres est demeuré constant en 2009, et a très légèrement progressé en 2010 (+ 2 %). Mais le fait que les CDI, peu fréquents (23 %), connaissent sur deux ans une baisse (-6 %) très inférieure à la moyenne donne à penser que d'autres facteurs sont à l'œuvre dans cette bonne résistance globale du secteur aux effets de la crise. Si l'on excepte ceux où les volumes d'offres sont très faibles (*postes et télécommunications, recherche et développement, assainissement, voirie, gestion des déchets*), les évolutions témoignent toutes d'une bonne tenue du niveau des recrutements. Mais elles ne coïncident pas.

Après un repli modéré très modéré en 2009, un effet de rattrapage du même ordre permet en 2010 de retrouver quasiment le niveau initial dans les *activités associatives et extra-territoriales* (-1 %), voire de le dépasser de peu dans *l'éducation* (+ 1 %). Dans ce dernier cas, c'est la baisse des CDI (-23 %) qui entrave la progression de l'ensemble, bien que ces contrats soient assez peu nombreux (12 %). On peut noter qu'ils se répartissent essentiellement dans la formation des adultes et dans les enseignements autres que l'enseignement scolaire et universitaire.

Dans *l'administration publique*, en dépit d'un solde nul sur deux ans, le mouvement est inverse : les offres ont progressé en 2009, et diminué en 2010. S'agissant de CDD d'au moins un mois dans plus de quatre cas sur cinq (83 % en 2010), on peut considérer que les mesures de la politique de l'emploi ont joué en la circonstance un rôle contra-cyclique.

Le recueil d'offres n'a pas fléchi en 2009 dans *la santé* (+ 2 %) et s'est maintenu en 2010, la progression étant de 4 % sur deux ans. Pour les CDI, elle est plus marquée encore (+6 %). Ce mouvement est induit par les seules activités hospitalières. En effet, pour les autres activités médicales et paramédicales, on constate un très faible tassement (-1 % au total et pour les CDI). Enfin, le champ de *l'action sociale* - où les offres sont plus nombreuses - amplifie sensiblement en 2010 une progression modeste en 2009, conduisant à un solde sur deux ans de + 10 % ; cette croissance est plus accentuée dans l'action sociale hors établissements que dans les établissements sociaux.

Jean-Louis Zanda

**Directeur de la publication :**  
Christian CHARPY  
**Directeur de la rédaction :**  
Bernard ERNST  
**Réalisation :** PARIMAGE